

# Internet, nouveau territoire de lutte pour les opposants politiques en exil

Trois dissidents - une Tunisienne, un Mauritanien et un Chinois - témoignent ici de l'usage qu'ils font d'Internet. L'outil a changé leurs vies, en donnant à leur lutte une nouvelle dimension et de puissants moyens de diffusion et de coordination. Toutefois, deux bémols ressortent de leurs expériences : le Net aussi est sous la surveillance de leurs États respectifs, et il peut induire une certaine paresse, en détournant certains militants de l'action concrète, plus risquée mais aussi plus efficace.

Outil majeur de circulation de l'information et de liberté d'expression, le réseau Internet fait l'objet, dans les régimes autoritaires où il s'est développé, d'un contrôle et d'une répression croissants. Pour ceux qui ont fui ces pays, il s'offre comme un nouveau territoire d'affrontement politique et civique, qui se poursuit tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières. Rompant l'isolement de l'exilé politique, il lui fournit une tribune, une multitude de contacts et de données dans un perpétuel jeu de cache-cache virtuel. À titre d'exemple, nous avons sélectionné trois témoignages de ces "cyber-militants".

par **Pascale Egré**,  
journaliste-reporter  
au quotidien *Le Parisien*

## *Imen Derouiche : "Internet, notre moyen de combat"*

C'est dans les geôles du président tunisien Ben Ali que Imen Derouiche, vingt-neuf ans, réalise pour la première fois, et d'une singulière façon, l'importance d'Internet. La jeune femme, étudiante en sciences économiques à l'université de Tunis et membre de l'Union générale des étudiants de Tunisie (Uget), a subi la torture et le viol avant d'être jetée en prison à la fin de l'année 1998. Une détention que son compagnon, Nouredine Ben Ticha, également soupçonné d'appartenance au Parti communiste des ouvriers tunisiens, endure lui aussi et qui ne prendra fin qu'après un an et quatre mois à l'issue d'une campagne de soutien internationale.

*"Ce jour-là, nous regardions la télévision avec ma codétenue, se souvient la jeune femme. Il s'agissait d'une émission-jeu, qui consistait à répondre le plus vite possible aux questions grâce à Internet. À l'époque, je ne savais pas du tout quand je serais libérée. J'avais en tête la 'promesse' qu'un de mes geôliers m'avait faite à mon arrivée : 'Tu resteras ici si longtemps qu'à ta sortie, les yaourts s'ouvriront avec des fermetures Éclair', m'avait-il lancé. En regardant à la télévision ces jeunes qui semblaient utiliser cette technologie si lointaine à mes yeux avec tant de facilité alors que je me battais chaque jour pour*

(1) Lire le rapport Reporters sans frontières-Transfert, *Les entraves à la circulation de l'information sur Internet*, éditions 00h00.com, Paris, mars 2001.

*obtenir un peu de papier et un stylo, je me suis sentie déjà dépassée, très loin d'un monde qui avait déjà beaucoup changé...*

À sa libération, en 1999, et durant l'année et les quelques mois qu'elle passe encore en Tunisie, Imen découvre petit à petit l'usage d'Internet mais aussi l'ampleur du contrôle qu'exerce le pouvoir tunisien sur le réseau. En Tunisie, les intermédiaires techniques sont étroitement liés au pouvoir : les deux seuls fournisseurs d'accès du pays sont, pour l'un entre les mains d'un proche du président Ben Ali, pour l'autre dans celles de sa fille<sup>(1)</sup>. *“Le premier qui me l'a révélé était le patron du ‘cyber-café’ voisin de chez mes parents où j’allais chaque jour, raconte-t-elle. J’avais commencé en toute naïveté à raconter mon histoire et à échanger mes opinions sur la dictature sur des forums de discussion. J’avais aussi cherché à consulter les sites d’Amnesty International, d’autres organisations de défense des droits de l’homme ou des quotidiens français. Il est très vite venu me demander d’arrêter.”*

Pas à pas, l'étudiante et son compagnon, dûment surveillés par le régime, découvrent l'intérêt d'Internet pour leur activité militante. *“Utiliser le Net était déjà un nouveau militantisme, souligne t-elle. Accéder en un clic à un article du Monde sur la Tunisie là où il fallait des heures pour le dénicher, le photocopier et le distribuer, c'était à la fois accéder à une liberté inédite et rompre un interdit. En outre, cela nous conférait une nouvelle légitimité par rapport à la génération des vieux militants à qui nous apportions désormais nous-mêmes de l'info. Nous avons le sentiment qu'il fallait vite en profiter avant que le régime n'ait trouvé la parade et sophistiqué ses moyens de contrôle.”*

Dans ce jeu du chat et de la souris virtuels, Imen et Nouredine obtiennent un soutien inattendu : celui de jeunes “pirates” du Net, non militants politiques mais passionnés d'informatique, qui les forment à déjouer les logiciels de contrôle en utilisant des interfaces, et à différentes méthodes de codage. Ce savoir, dont ils bénéficient toujours aujourd'hui, avec leurs camarades restés en Tunisie, n'empêche pas les surprises. *“La police d'Internet s'attaque d'abord à tes mails en bloquant ton compte, explique Imen. Tu passes des heures à cliquer sur ‘envoi’ en espérant que le type de l'autre côté allume enfin une cigarette pour que ton message passe. À la seconde étape, ils entrent dans ta messagerie et lisent ton courrier avant toi. Parfois, il ne reste plus que ‘bonjour’ et ‘au-revoir’. À la troisième, ils changent ton mot de passe et tu ne peux plus rien lire.”*

Durant l'été 2000, lors d'un congrès de la section tunisienne d'Amnesty-international, le couple rencontre des militants des sections suisse et belge. L'idée d'une tournée européenne contre la torture naît de cette réunion. Le projet prend très vite forme via un échange de mails. Mais les

#### **Pour la libération d'Ettonsi**

Ettonsi, qui signifie “le Tunisien”, est le nom du fondateur d'un site de satire politique qui a vu le jour en juillet 2001, et qu'il a baptisé *Tunezine*. Zouhair Yahyaoui, diplômé en management, chômeur et informaticien amateur de génie, a été arrêté le 4 juin 2002 et est détenu depuis à Tunis. Voir le Comité pour la libération d'Ettonsi, sur [www.tunezine.com](http://www.tunezine.com).

À consulter également : le Réseau euromed de la jeunesse citoyenne, [www.remjc.org](http://www.remjc.org) ; et [www.maghreb-ddh.org](http://www.maghreb-ddh.org).





**Imen et Nouredine, militants des droits de l'homme tunisiens, découvrent Internet au sortir de prison, en 1999.**

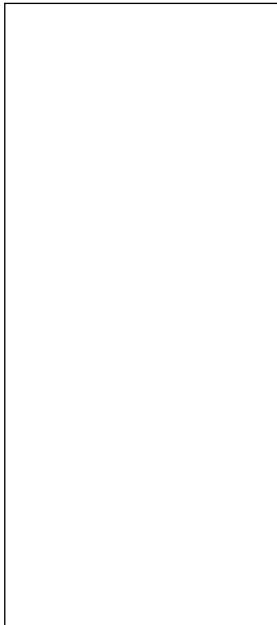
deux jeunes militants, privés de passeports depuis leur détention, ne peuvent sortir du pays. L'intervention des observateurs étrangers permet à Imen d'en obtenir un. Nouredine, lui, entame une grève de la faim. *“La nouvelle a été très vite diffusée par e-mails, explique son amie. Nous avons reçu en quelques jours des centaines de messages de soutien. Nous avons le sentiment que le monde entier nous encourageait. Grâce à cette solidarité et à cette pression, il a pu lui aussi récupérer un passeport. En fait, sans Internet, rien de tout cela n'aurait été possible.”*

Arrivés en France le 30 septembre 2000, les deux jeunes militants parcourent les capitales européennes et leurs universités, où ils délivrent leurs témoignages, jusqu'en janvier 2001. À l'issue de ce voyage, menacés dans leur pays, ils choisissent de rester en France pour terminer leurs études. Aujourd'hui inscrits à la faculté de Paris, ils travaillent chacun entre quatre et huit heures par jour sur Internet. *“C'est devenu notre moyen de combat”*, souligne Imen. Ils participent aux campagnes politiques ou contre les violations des droits de l'homme, comme celle organisée cet été en soutien à la grève de la faim de l'avocate Radhia Nasraoui pour la libération de son mari Hamma Hammami ou, surtout, celle qui se poursuit pour la libération de l'internaute Ettoussi (*voir encadré, p. 54*), emprisonné depuis juin 2002. En outre, ils ont créé récemment le Réseau euroméditerranéen de la jeunesse citoyenne, qui vient d'obtenir le soutien de l'Union européenne.

*Abdel Nasser Ould Yessa :*  
*les règles de la clandestinité virtuelle*

*“C'était une époque héroïque...”* Militant antiesclavagiste, aujourd'hui fondateur de Conscience et résistance, l'un des mouvements d'opposition clandestins les plus craints par le pouvoir mauritanien, Abdel

Abdel Nasser, condamné en Mauritanie à dix-huit ans de prison par contumace en 1998, rencontre alors un journaliste qui lui conseille de se connecter à Internet.



© Pascale Egré.

Nasser Ould Yessa, réfugié politique en France, baptise ainsi, en souriant, son premier temps d'exil ici, de 1989 à 1992. Alors membre du Mouvement des démocrates indépendants, dissous depuis, il se souvient avec force détails des modalités de son action politique d'alors. La tournée des ministères, "où il fallait arriver à la première heure en costume-cravate impeccable" pour déposer une lettre ou demander une entrevue avant de se faire refouler par les huissiers ; la tournée des journaux, "où il fallait supplier les rédactions pour obtenir un entre-filet ou une interview" ; la tournée des organisations humanitaires "pour obtenir quelques coups de téléphone gratuits, utiliser leur photocopieuse ou leur machine à écrire..."

"Il nous fallait dépenser beaucoup de temps et d'énergie, avec un coût financier très élevé, et pour des résultats très précaires", souligne-t-il. La banalisation du fax apporte déjà une première bouffée d'oxygène. "Il est devenu notre principal outil de diffusion militante à l'intérieur du pays", raconte Abdel Nasser Ould Yessa. Entre Paris, les Canaries et le Maroc, où sont disséminés les membres de son mouvement, s'organise chaque nuit, selon les différents créneaux horaires, un réseau de télécopiage subversif qui inonde, en relais, les administrations publiques mauritaniennes et les bureaux des ambassades étrangères de Nouakchott. "L'objectif était que nos textes, rédigés en arabe et en français, forment des tas de papiers impossibles à dissimuler et qui finissaient par circuler dans la capitale et par contourner la censure", explique-t-il.

Après un intermède de cinq ans où il revient en Mauritanie, Abdel Nasser Ould Yessa, cible de menaces, et convaincu que son opposition politique peut être plus efficace et utile depuis l'extérieur de son pays via un travail sur les opinions et les diplomaties occidentales, repart en exil en France en 1997. Durant un an, il reprend les mêmes méthodes d'action qu'auparavant, mais dans un dénuement et un isolement qui rendent la tâche encore plus pénible : courriers, voyages ponctuels à Paris, Londres ou Bruxelles auprès des organisations internationales et européennes... "Il m'arrivait de lancer une action sur une situation brûlante qui n'avait plus de sens à l'arrivée des courriers quelques jours plus tard", se souvient-il. Sa condamnation par contumace à dix-huit ans de prison en 1998 par le pouvoir mauritanien, qui lui vaut un accès soudain massif aux médias, bouleverse la donne. "C'est un des journalistes que j'ai alors rencontré qui m'a conseillé Internet", raconte-t-il. Peu après, des amis lui offrent un ordinateur, une imprimante, et un abonnement à un fournisseur d'accès. "Très vite, je me suis abonné aux listes des principales organisations de défense des droits de l'homme, qui sont souvent les premières sources d'information sur ce qui se passe en Afrique ou au Maghreb. Très vite aussi, je me suis constitué un cercle d'amis et de correspon-

dants d'abord virtuels, que j'ai souvent pu rencontrer ensuite physiquement lors de colloques ou de réunions internationales. En ce sens, Internet m'a ouvert une fenêtre sur le monde. En me permettant d'échanger avec d'autres Mauritaniens réfugiés politiques à travers le monde, il a rendu aussi l'exil plus adouci, plus pacifié."

En terme d'action politique proprement dite, la possibilité de "devenir soi-même une source d'information", en évitant les médiations précédentes, est le premier changement notable apporté à ses yeux par cette technologie. Combiné aux téléphones portables, apparus depuis deux ans, le Net permet souvent de diffuser et d'intervenir sur ce qui se passe en Mauritanie, avant même l'Agence France Presse ou Radio France International, principales sources "traditionnelles". "La rapidité de ces deux outils, que contrôle encore très mal la police politique du régime pour l'instant, offre un vrai dynamisme, souligne Abdel Nasser Ould Yessa. Même si cela devient un peu une guerre d'information et de désinformation qui joue un rôle psychologique au détriment, parfois, de l'analyse et du fond."

En 1999, son action via le Net prend une nouvelle ampleur. Ould Yessa crée un mouvement politique clandestin qui naît d'abord sur Internet, via une simple adresse électronique : conscience\_et\_resistance@yahoo.fr. Ce dernier prend tant d'ampleur qu'il dispose désormais d'un réseau d'informateurs au sein même du pouvoir en place. Outre la proximité, le gain de temps, le coût moindre, Internet a aussi l'avantage, selon Ould Yessa, d'étendre la lutte à "des alliés ou militants invisibles qui n'ont plus de risques physiques à prendre".

Ceci n'exclut ni les tentatives d'intrusion ou de manipulation – ce qui est arrivé à plusieurs reprises – ni, plus globalement, sa conviction que le "travail politique clandestin est physique et ne peut être qu'électronique". "Internet ne fait que relayer la lutte sur le terrain, il ne peut s'y substituer", assure-t-il. Il aide à l'organisation, mais ne peut suppléer l'action des hommes." Pour éviter cet écueil essentiel, Ould Yessa s'astreint à des règles draconiennes dans son utilisation quotidienne du Net, en limitant à quatre heures par jour maximum son travail devant l'écran. "Internet ne doit pas devenir un monde à part qui amène à se couper de la réalité", ajoute-il.

La conception même de Conscience et résistance répond à cet impératif : le mouvement n'existe qu'à travers des courriers électroniques, et se veut économe de ses interventions. Il diffuse ainsi, tous les quatre ou cinq mois, une grande enquête critique annoncée à l'avance sur l'un des aspects de la Mauritanie (par exemple sur la corruption) via la messagerie électronique d'abord, puis sur les différents sites qui la diffusent ensuite (voir encadré, p. 58). Le refus de disposer d'un site propre ou de

"Internet ne fait que relayer la lutte sur le terrain, il ne peut s'y substituer."  
Abdel Nasser Ould Yessa,  
militant anti-esclavagiste mauritanien.

s'adonner aux forums de discussion ou aux "conférences virtuelles" répond aussi à un souci de sécurité. "Si nous disposions d'un site, il serait vite facile de le brouiller ou d'accéder à nos archives, explique Abdel Nasser Ould Yessa. Si les documents structurels sont publics et demeurent de toute façon en mémoire sur Internet, nos informations quotidiennes et nos échanges ponctuels font l'objet d'un archivage et d'une dispersion physique, effectuée de la main à la main, qui permet d'éviter qu'ils ne 'coulent' avec l'un d'entre nous. Par exemple, à chaque fois que nous recevons un e-mail d'un des membres, ou disposons d'un document intéressant, ces éléments sont gravés sur CD-Rom ou disquette, laissant le disque dur parfaitement vide. En outre, nous disposons d'adresses avec des noms de codes, souvent européens, que nous changeons tous les six mois. Et nous utilisons bien sûr des logiciels de cryptage et de codage." Abdel Nasser Ould Yessa met ainsi en pratique en permanence ce qu'il appelle "le b.a.-ba de la clandestinité virtuelle", des règles qu'il peaufine au jour le jour ces temps derniers en vue des prochaines élections dans son pays, au début de l'année 2003. Il se prépare en discutant, casque sur les oreilles, via son nouvel outil de conversation téléphonique sur Internet avec deux correspondants mauritaniens, des graffitis et des slogans que son mouvement souhaite voir jaillir alors sur les murs et dans les rues de son pays.

#### Conscience et résistance

Les archives du mouvement Conscience et résistance, qui se définit comme "cellule de liaison et de perspective pour une transition radicale en République islamique de Mauritanie", sont notamment disponibles sur <http://home.ease.lsoft.com/archives/mauritanie-net.html>.

On peut trouver d'autres informations grâce au portail Yahoo et au moteur de recherche Google, en entrant les mots-clefs "forum diaspora" et "flamnet". L'adresse électronique du mouvement est : [conscience\\_et\\_resistance@yahoo.fr](mailto:conscience_et_resistance@yahoo.fr)

#### *Chongguo Cai :* *"Internet nourrit mon identité de dissident"*

L'ordinateur portable trône sur le bureau de ce minuscule studio parisien, posé au milieu d'un fouillis de livres et de documents. C'est d'ici que Chongguo Cai, quarante-sept ans, dissident chinois réfugié en France depuis treize ans, mène aujourd'hui sa lutte politique et syndicale. Dirigeant d'un important mouvement syndical indépendant, basé à Hong-Kong, le China labour, Chongguo Cai gère son site Internet et assure la rédaction en chef d'un journal électronique, le *China labour bulletin*, mis en ligne en 2001 et qui compte près d'une vingtaine de milliers d'abonnés à travers le monde.

Cet ancien professeur de philosophie, d'abord engagé dans la mouvance des "réformateurs", a participé activement à la révolte de Tian'anmen, écrasée dans le sang en juin 1989, avant d'être contraint à fuir précipitamment son pays. À son arrivée à Paris, Chongguo Cai vit



plutôt son statut de dissident dans un isolement que sa méconnaissance de la langue française accroît, et que seuls viennent rompre de temps à autre ses voyages à l'étranger et les colloques organisés ici ou là, où il retrouve ses compagnons de lutte, éparpillés de Hong-Kong à New York. Il se consacre alors aussi à tisser des liens avec la communauté chinoise parisienne et avec les mouvements sociaux français.

À partir de 1996, la découverte d'Internet bouleverse son quotidien. Cette année-là, à la fin d'un séjour de travail aux États-Unis, l'un de ses correspondants lui demande son adresse électronique. *"J'avais bien sûr entendu parler d'Internet, se souvient-il. Mais son insistance, et sa stupéfaction de m'entendre dire que je n'en avais pas et que je pouvais 'vivre sans' malgré tout m'ont vraiment surpris... Six ans plus tard, Internet est véritablement devenu mon travail. Je suis équipé d'une connexion haut-débit illimité depuis deux ans, je passe désormais de huit à dix heures par jour devant mon écran."*

Dans l'ordre des changements apportés par cet outil, Chongguo Cai place d'abord la possibilité d'être informé de ce qui se passe en Chine, où il est, bien entendu, interdit de séjour. *"Je me colle à l'actualité de là-bas, dit-il. Je ne travaille plus en aveugle."* Là où ses seuls moyens d'information étaient les journaux étrangers, ou les quelques publications chinoises de la communauté, il puise aujourd'hui dans les milliers de sites et de forums de discussion qui se sont développés dans le pays (voir l'encadré ci-contre). *"Malgré le contrôle parallèlement exercé par le gouvernement chinois, il est possible, par exemple, de saisir des opinions qui ne s'exprimaient pas avant, explique-t-il. Parfois, ces points de vue ne restent en ligne que quelques heures ou quelques jours avant d'être censurés et de disparaître. Mais ils existent."*

Internet lui permet aussi de relayer ses informations et ses analyses dans le monde entier, démultipliant ses possibilités de diffusion et d'expression. Les petites tribunes qu'il trouvait via les journaux chinois publiés aux États-Unis ou à Hong-Kong ont cédé la place à un réseau international de correspondants, dont les syndicats internationaux et les dissidents chinois en exil en Australie, au Japon, au Canada, aux États-Unis, en Europe ou à

*"Internet est en train de changer le monde, mais le monde ne peut changer seulement par Internet. Il reflète en partie la vérité, la cache aussi en partie."*  
Chongguo Cai, dissident chinois.

#### La Chine s'ouvre à Internet

Contrairement à la plupart des régimes autoritaires, la Chine mène une politique d'ouverture à Internet, qu'elle conçoit comme outil de dynamisme économique, depuis 1994, date de la première connexion officielle. Mais elle a intensifié parallèlement, en particulier depuis deux ans, une politique de répression sévère pour y assurer son contrôle.

À lire, sur ce sujet :

- ▶ Solveig Godeluck, *La géopolitique d'Internet*, La Découverte, août 2002 ;
- ▶ Le rapport de Reporters sans frontières, "Internet en liberté surveillée, 11 septembre 2001 – 11 septembre 2002", septembre 2002, à consulter sur [www.rsf.org](http://www.rsf.org) ;
- ▶ Pierre Haski, "Pékin met l'Internet en coupe réglée", *Libération*, 22 juillet 2002 ; Yves Eudes, "www.safe-web.com", *Le Monde*, 7 septembre 2001.

À consulter également :

- ▶ Le site du China labour, sur [www.china-labour.org.hk](http://www.china-labour.org.hk) ;
- ▶ Le Centre d'information Internet sur la Chine, sur [www.cnnic.com.cn](http://www.cnnic.com.cn) ;
- ▶ La lettre d'information *VIP référence*, sur le site : [www.bignews.org](http://www.bignews.org) ;
- ▶ La liste des internautes prisonniers politiques en Chine, sur le site du *Digital freedom network* : [www.dfn.org](http://www.dfn.org).

Hong-Kong forment les premiers interlocuteurs. *“Les distances sont effacées, souligne-t-il. Nous travaillons et nous nous organisons très vite malgré les milliers de kilomètres qui nous séparent.”*

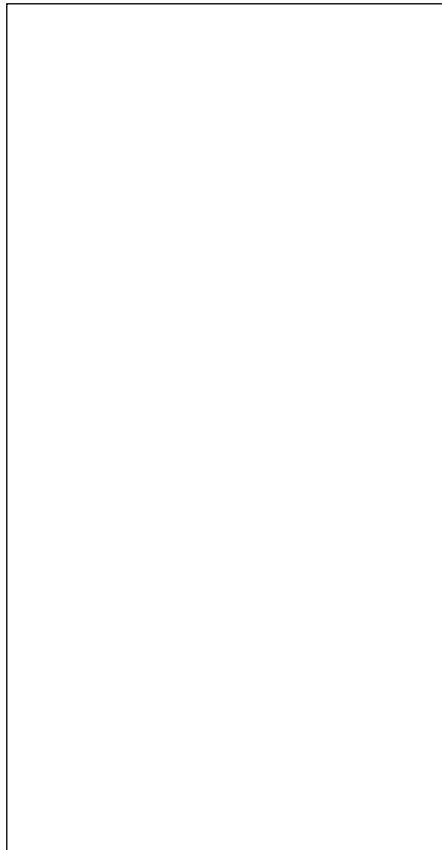
Via ces deux apports – outil d’information sur la Chine et vers le reste du monde – Chongguo Cai estime qu’Internet a renforcé *“son identité chinoise, son identité de dissident et de membre de l’opposition politique”*. *“Coupé de ce qui se passe là-bas, de ce que pensent les Chinois ou de ce que fait le gouvernement chinois, je serais resté déraciné et l’aurais été de plus en plus, assure-t-il. En ce sens, Internet a maintenu et nourri cette identité.”*

La tâche s’avère plus délicate et plus limitée en terme de pénétration proprement dite en Chine. Chongguo Cai utilise par exemple Internet comme outil de recrutement d’abonnés potentiels à la newsletter qu’il dirige. Il repère ainsi, via les forums de discussion, les propos “politisés” avancés par certains internautes et récupère leurs mails. S’engage alors un “colin-maillard virtuel” par rapport à la censure, qui sévit aussi pour tous les mails qu’il envoie là-bas et pour les interventions directes qu’il effectue sur les sites et les forums. *“Il arrive souvent, par exemple, qu’une adresse valide durant une période soit bloquée du jour au lendemain, explique-t-il. Sans être féru de technologie, nous connaissons tous, ou inventons, des moyens de contourner l’obstacle par des codes, des petits trucs... jusqu’au blocage suivant.”*

L’autocensure à laquelle poussent les contrôles constitue une autre limite. Pour des raisons de sécurité évidentes, Chongguo Cai évite, lorsqu’il écrit aux membres de sa famille ou amis restés en Chine, tout propos politisé, toute mention de son activité ou des organisa-

tions auxquelles il appartient. Plus globalement, il assure que la formulation des interventions qu’il destine aux Chinois de Chine ne peut être la même que celle qu’il adresse à ses autres interlocuteurs. *“Je peux toujours envoyer aux États-Unis un e-mail où je traite le président chinois d’ordure, explique-t-il. En Chine, non. D’abord parce que c’est un risque pour les Chinois qui le reçoivent, et surtout parce que ça ne correspond pas à ce qu’ils ressentent.”*

Le langage qu’il utilise alors se doit d’être plus concret, *“plus chinois”*, dit-il. Chongguo donne l’exemple d’une affaire de corruption. *“Il ne sert à rien que je la commente comme étant la faute de la dictature*



© Pascale Egré.

**Interdit de séjour en Chine, Chongguo Cai, grâce à Internet, s’informe en premier lieu sur son pays. “Je ne travaille plus en aveugle”, souligne-t-il.**



*et que je martèle que la démocratie est indispensable pour l'éviter, avance-t-il. J'explique que des gens ont pu détourner cet argent parce que l'usine ne disposait pas d'une comptabilité indépendante sur laquelle les ouvriers auraient pu avoir un droit de regard... J'explique que la presse aurait pu dévoiler les détournements mais que les journalistes n'ont pas pu le faire parce que leur direction les a empêchés d'écrire..."*

Espace ouvert à la liberté d'expression, enjeu d'une répression de plus en plus sophistiquée exercée par le pouvoir chinois, Internet n'apparaît pas encore à l'exilé politique comme un véritable levier de transformation à l'intérieur du pays. D'abord, souligne-t-il, parce que les internautes n'y forment qu'une toute petite minorité (plus de 50 millions de personnes pour une population de 1,3 milliard), en majorité citadine et coupée du monde paysan. Ensuite et surtout, parce que cet outil offre une marge de manœuvre virtuelle qui décourage l'engagement réel dans la société. Chongguo Cai se dit ainsi convaincu que "des gens vraiment désireux de changement de régime et de démocratie" se contentent, aujourd'hui, de la petite fenêtre de liberté qu'offre le Net. "Distribuer un tract ou un journal exigeait auparavant une prise de risque physique, concrète, souligne-t-il. Aujourd'hui, le mécontent se satisfait de l'envoi d'un e-mail. En outre, la rapidité nuit à la réflexion et favorise le superficiel. Enfin, le gouvernement utilise le développement de cet outil pour valoriser, aux yeux du monde, l'idée que la Chine a changé..." Autant d'effets pervers qui constituent, aux yeux du "cyber-militant", l'illusion d'Internet. "Internet est en train de changer le monde, admet-il, mais le monde ne peut changer seulement par Internet. Il reflète en partie la vérité, la cache aussi en partie. Au fond, il faut éviter de confronter Internet au monde réel. Notamment parce que cet outil contribue, un peu comme la télévision, à créer de nouveaux désirs, de nouvelles prises de conscience et, au final, à rendre les gens plus frustrés, plus malheureux et plus passifs." ◀



Jean-Philippe Béjà, "De Tian'anmen à Paris : la longue marche de l'exil"  
► Dossier *Lettres d'exil*, n° 1142-1143, avril-mai 1991

